



**CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 28 septembre 2018, COMITE DE L'OUTRE-MER ET
COMITE DES ETATS ETRANGERS DE L'AFD DU 26 septembre 2018**

APPROBATION D'UNE TRENTAINE DE NOUVEAUX PROJETS

Une trentaine de projets a été approuvée par le Conseil d'Administration du 28 septembre 2018 ainsi que par le Comité de l'Outre-Mer et le Comité des Etats Etrangers de l'AFD du 26 septembre 2018 pour un montant total de 587,78 millions d'euros et 50 millions de dollars.

Le Conseil d'Administration du 26 septembre 2018 a par ailleurs approuvé les comptes consolidés de l'AFD au 30 juin 2018 ainsi que la réorganisation proposée des activités de financement du secteur privé entre l'AFD et Proparco. Il a également pris connaissance du bilan (2015-2017) et de la feuille de route (2019-2023) relatifs à l'Entreprenariat social et inclusif.

**EXTRAIT DES DECISIONS DE FINANCEMENT PRISES PAR LES DIFFERENTES
INSTANCES :**

**PROJET : Contribution au Blue Action Fund pour la conservation des écosystèmes
marins et côtiers et le développement local des communautés**

Pays : multi-pays

Secteur : environnement et ressources naturelles

Montant du financement : subvention de 2.5 millions d'euros

Cette contribution au Blue Action Fund permettra de réduire la perte dramatique de biodiversité marine et côtière et de promouvoir le développement local des communautés qui en dépendent. Huit à douze projets de soutien à la création et à la gestion d'aires marines protégées, menés par des ONG internationales et régionales, seront financés tous les ans.

PROJET : Facilité d'Assistance technique du Fonds LDN

Pays : multi-pays

Secteur : environnement et ressources naturelles

Montant du financement : subvention de 3 millions d'euros

Contribution à la création de la facilité d'assistance technique du fonds *Land Degradation Neutrality*, qui aura pour objectif de maximiser l'impact environnemental et social et de garantir une redevabilité robuste sur les aspects de lutte contre la dégradation des terres des projets financés par le fonds.

PROJET : Projet d'appui aux politiques foncières « Comité Foncier III »

Pays : multi-Pays

Secteur : développement rural

Montant du financement : subvention de 5,5 millions d'euros

La finalité du projet est d'appuyer l'élaboration et la mise en œuvre de politiques foncières qui soient adaptées aux enjeux de sécurisation du plus grand nombre dans les pays d'intervention de l'AFD, avec un focus particulier sur l'Afrique de l'Ouest et notamment le Sahel.

PROJET : AFD for Inclusive and Digital Business in Africa (AFIDBA)

Pays : Maroc, Sénégal, Burkina-Faso et Ghana.

Secteur : secteur productif

Montant du financement : 2 millions d'euros en subvention

Le projet AFIDBA vise à dynamiser le développement économique durable, inclusif et numérique en Afrique. Pour atteindre son objectif, le projet AFIDBA prévoit de structurer un réseau de 4 incubateurs qui accompagneront 60 start-up à fort impact social. Les plus prometteuses recevront ensuite un financement pour faciliter leur passage à l'échelle.

PROJET : Financement de la partie burkinabé du projet d'interconnexion électrique régionale « Dorsale Nord »

Pays : Burkina Faso

Secteur : infrastructures et développement urbain

Montant du financement : prêt de 30 millions d'euros et subvention de 15 millions d'euros

Le projet contribuera au financement du tronçon burkinabé d'un projet de ligne électrique haute tension régionale entre le Nigéria, le Niger, le Bénin et le Burkina Faso (Dorsale Nord). Il prévoit (i) la construction d'une ligne d'interconnexion électrique 330 kV et 225kV de 880 km (381 km au Burkina Faso) qui reliera Birnin Kébi (Nigéria) à Malanville (Bénin), Niamey (Niger) et Ouagadougou (Burkina-Faso), (ii) la construction de plusieurs postes de transformation dont deux au Burkina Faso et le renforcement des dispositifs de gestion des réseaux et (iii) l'électrification rurale de 300 localités à proximité de la ligne dont 77 au Burkina Faso soit 100 000 habitants.

PROJET : SUNREF GHANA

Pays : Ghana

Secteur : secteur productif

Montant du financement : prêt de 30 millions d'euros et subvention de 4,434 millions d'euros

Le projet vise à développer une offre de financement verte dans des banques ghanéennes et à créer les conditions favorables aux investissements d'efficacité énergétique et d'énergie renouvelable à petite échelle auprès des entreprises ghanéennes. Il contribuera à la lutte contre le changement climatique et,

en soutenant l'investissement privé, permettra également de favoriser le développement économique, notamment dans le secteur secondaire.

PROJET : Appui à l'Agence Nationale de Financement des Collectivités Locales

Pays : Guinée-Conakry

Secteur : développement rural

Montant du financement : subvention de 10 millions d'euros (sur C2D)

Les objectifs du programme sont d'appuyer la décentralisation en Guinée à travers la mise en place d'une Agence Nationale de Financement des Collectivités Locales (ANAFIC) et d'un Fonds National de Développement Local (FNDL). Le programme doit ainsi permettre aux 342 communes du pays de financer leurs politiques publiques, avec des incitations (i) à prendre en compte, dans leurs Plans de Développement Locaux et leurs Programmes Annuels d'Investissement, le genre, le changement climatique, les ressources naturelles et la biodiversité et (ii) à assurer la participation effective des citoyens et particulièrement des femmes au processus de décision locale.

PROJET : Lutte contre l'érosion côtière du littoral de Saint-Louis

Pays : Sénégal

Secteur : environnement et ressources naturelles

Montant du financement : prêt de 10 millions d'euros et subvention de 6 millions d'euros

L'AFD finance un projet de protection d'urgence pour lutter contre l'érosion côtière à Saint-Louis. La finalité du projet est de protéger rapidement la population et les biens des quartiers de Saint-Louis situés sur la Langue de Barbarie du risque d'érosion côtière et de contribuer à l'amélioration des connaissances scientifiques sur les enjeux côtiers de la langue de barbarie et à leur diffusion. Des interventions plus structurantes, s'inscrivant dans une démarche de gestion intégrée des risques côtiers, compléteront cette mesure d'urgence à horizon 2020.

PROJET : Piste rurale Konna

Pays : Mali

Secteur : agriculture et sécurité alimentaire

Montant du financement : subvention de 2 millions d'euros

Ce projet de réhabilitation d'une piste rurale de 50 kms à Konna (Centre Mali) s'inscrit dans les objectifs de l'Alliance Sahel et contribuera au développement socio-économique de la commune de Konna, via une contribution de 2 millions d'euros au fonds fiduciaire installé et géré par la Banque Mondiale dans le cadre d'un Programme de Reconstruction et de Relance Economique. Il désenclavera des villages totalisant 50% de la population de la commune (soit environ 18000 personnes) et améliorera la mobilité intercommunale et l'accès aux services sociaux de base.

PROJET : Mise en place d'une garantie de portefeuille auprès d'une fondation active dans le secteur de la microfinance

Pays : plusieurs pays de la zone Afrique

Secteur : secteur productif

Montant du financement : garantie de portefeuille ARIZ de 10 millions d'euros

Le projet vise à contribuer à l'inclusion financière des populations vulnérables en Afrique subsaharienne grâce au soutien d'institutions de microfinance (IMF) implantées localement. En partageant le risque pris par cette fondation sur ses opérations de crédit, l'AFD soutient le développement de l'activité de la fondation dans cette région et, par conséquent, le renforcement du secteur de la microfinance. 30 à 40 IMF devraient être accompagnées dans le cadre de projet.

PROJET : Hub - « Intégrer l'information technologique » Sahel (Hub-IIT Sahel)

Pays : plusieurs pays dans la zone Sahel

Secteur : secteur productif

Montant du financement : subvention de 4,5 millions d'euros

Le projet contribuera à la professionnalisation de 1500 micro, petites et moyennes entreprises africaines du secteur agro-alimentaire, soit 6 000 travailleurs, dont 70% de femmes, en facilitant leur accès à des solutions technologiques adaptées, prenant en compte les problématiques environnementales et sociales, et en accompagnant le financement et la mise en œuvre de ces solutions.

PROJET : Sous-participation de portefeuille ARIZ auprès d'un fonds de garantie

Pays : plusieurs pays de la zone Afrique

Secteur : secteur productif

Montant du financement : sous-participation de portefeuille ARIZ de 30 millions de dollars US

Les Très petites, Petites et Moyennes Entreprises (TPME) représentent 80% du secteur privé Africain et uniquement 20% du PIB, et le déficit de financement annuel de ces TPME est estimé, selon l'International Finance Corporation, à 136 milliards de dollars US en Afrique. Cette sous participation de portefeuille permettra de faciliter l'accès au financement bancaire et de soutenir 1 800 TPME soit, 5400 emplois.

PROJET : Soutien des activités de financement de très petites, petites et moyennes (TPE/PME) entreprises d'une institution bancaire locale

Pays : République du Rwanda

Secteur : secteur productif

Montant du financement : ligne de crédit de 20 millions de dollars US associée à une subvention de 300 000 euros

Les objectifs du projet sont de favoriser l'accès à une offre financière adaptée et diversifiée pour les TPE/PME au Rwanda en (i) finançant le développement du portefeuille de crédits de l'institution bénéficiaire au profit des TPE/PME (ii) renforçant les capacités de cette institution à les financer de manière adéquate et responsable.

PROJET : Projet d'Extension et de Renforcement du Réseau d'Assainissement de Djibouti (PERRAD)

Pays : Djibouti

Secteur : eau et assainissement

Montant du financement : deux subventions de 15 millions d'euros et de 5,2 millions d'euros

Ce projet a pour objet (i) le raccordement au collecteur principal des quartiers identifiés comme prioritaires de la commune de Boulaos au profit de 2500 foyers, soit environ 15000 habitants ; (ii) le

renforcement de la station d'épuration de Douba qui permettra de traiter des volumes additionnels d'eaux usées collectés ; (iii) un programme d'assistance technique auprès de l'Office National de l'Eau et de l'Assainissement de Djibouti (ONEAD), en charge de l'approvisionnement en eau potable, de la collecte et du traitement des eaux usées en milieu urbain. Il permettra de réduire la vulnérabilité des populations locales aux risques sanitaires, exacerbés par le changement climatique.

PROJET : Contribution au financement du programme économique et financier de la République du Niger

Pays : Niger

Secteur : appui aux politiques publiques

Montant du financement : subvention de 10 millions d'euros

Cet appui permettra d'accompagner la République du Niger dans la mise en œuvre de son programme économique et financier déjà soutenu par d'autres bailleurs et contribuera notamment à reconstituer les stocks alimentaires gérés par l'Office des Produits Vivriers du Niger (OPVN). Le décaissement de cette subvention est conditionné à l'appréciation positive, par la France, de la stabilité du cadre économique et financier du Niger.

PROJET : Hôpitaux d'Abidjan

Pays : République de Côte d'Ivoire

Secteur : santé

Montant du financement : prêt de 100 millions d'euros

Ce projet permettra d'améliorer l'offre des soins hospitaliers dans 5 hôpitaux de première référence du Grand Abidjan, en finançant des constructions, des réhabilitations et des équipements, y compris pour des services de psychiatrie, ainsi que la mise aux normes techniques, environnementales et sociales de toutes les structures. Ce projet désengorgera les centres hospitaliers universitaires et l'accès à la santé de 5 millions de personnes sera amélioré.

PROJET : Favoriser l'insertion économique et professionnelle des jeunes par la dynamisation de l'économie et du développement local dans les régions de l'Assaba, du Gorgol et du Guidimakha

Pays : République islamique de Mauritanie

Secteur : éducation et formation professionnelle

Montant du financement : subvention de 3,5 millions d'euros

Ce projet devrait permettre à environ 1 720 jeunes de suivre une formation professionnelle ainsi que la création de 1 320 emplois pour les jeunes entre 16 et 35 ans, dont 30% de femmes. Il permettra également la construction de 10 infrastructures prioritaires pour les communes des régions ciblées, selon la modalité de chantier école et en maximisant l'utilisation des matériaux locaux.

PROJET : Appui à la modernisation de l'offre de soins du gouvernorat de Sidi Bouzid

Pays : République tunisienne

Secteur : santé

Montant du financement : prêt de 76 million d'euros et subvention d'1 million d'euros

En améliorant l'accès de la population à des services de santé de qualité, le projet va contribuer à réduire les disparités régionales dans l'accès aux soins et à développer des zones particulièrement vulnérables de l'intérieur de la Tunisie.

PROJET : Appui au déploiement du programme e-santé de la République tunisienne

Pays : République tunisienne

Secteur : santé

Montant du financement : prêt souverain de 27,3 million d'euros

La contribution de ce projet au déploiement de la stratégie e-santé de la Tunisie par le financement d'applications prioritaires du système d'information hospitalier, le développement d'initiatives territoriales de télémédecine et la structuration d'un collectif e-santé est une opportunité de réduire les inégalités régionales dans l'accès aux soins et d'améliorer la qualité des prises en charge sur l'ensemble du territoire tout en soutenant l'innovation technologique et l'interconnexion numérique.

PROJET : Appui au déploiement de la dynamique entrepreneuriale tunisienne – projet Entrepreneuriat et LIEN social (ENLIEN)

Pays : République tunisienne

Secteur : secteur productif

Montant du financement : subvention de 5 millions d'euros

En soutenant la création d'entreprises par le financement de projets portés par des initiatives privées ainsi que par l'accompagnement de structures publiques de l'écosystème entrepreneurial tunisien, le projet vise à lutter contre le chômage des jeunes et à renforcer la culture entrepreneuriale du pays, tout en introduisant des actions volontaires pour promouvoir l'entrepreneuriat féminin et l'entrepreneuriat social et inclusif.

PROJET : Prêt de politique publique sectoriel protection sociale

Pays : Géorgie

Secteur : appui aux Politiques Publiques de Protection sociale

Montant du financement : prêt de 35 millions d'euros et subvention de 500 000 euros

Cet appui permettra d'accompagner le gouvernement géorgien dans ses efforts de renforcement du système de protection sociale de la Géorgie, notamment en ce qui concerne le système d'aide sociale et de solidarité auprès des groupes de population très vulnérables, l'accès aux soins de santé de qualité (en particulier pour les personnes souffrant de maladies mentales) et les conditions de vie des personnes déplacées vulnérables.

PROJET : Financement d'un projet de logements intermédiaires de type ECO

Territoire : Nouvelle-Calédonie

Secteur : infrastructures et développement urbain

Montant du financement : prêt de 18,3 millions d'euros

Le programme vise à financer 110 logements intermédiaires sur la commune de Païta. La finalité du projet est d'améliorer les conditions de vie de la population du Grand Nouméa, en développant une offre de logements locatifs aidés et de logements en location / accession aidée sur le segment du

logement intermédiaire, accessible à des personnes aux ressources modestes mais non éligibles au logement social.

PROJET : Financement partiel de la construction de l’Etablissement d’hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD) de Tina à Nouméa

Territoire : Nouvelle-Calédonie

Secteur : infrastructures et développement urbain

Montant du financement : prêt de 9,745 millions d’euros

Le projet vise à apporter une réponse adaptée et augmenter les capacités d’accueil des personnes âgées dépendantes de Nouvelle-Calédonie en construisant un nouvel EHPAD de 70 lits à Nouméa où la population âgée de 60 ans et plus devrait doubler entre 2014 et 2034.

PROJET : Financement du bouclage du réseau de transport électrique de l’île de Tahiti

Territoire : Polynésie française

Secteur : infrastructure et développement urbain

Montant du financement : prêt de 6 millions d’euros

Ce projet permettra la réalisation du bouclage du réseau de transport électrique sur Tahiti, et notamment la boucle Nord, qui inclut la réalisation d’une liaison souterraine 90kV. Ces infrastructures sont essentielles pour la sécurité et la qualité de fourniture électrique de l’île. Le projet permet, en outre, la fermeture d’une centrale thermique utilisée en secours d’approvisionnement électrique dans le centre de Papeete.

PROJET : Financement partiel du budget d’investissement 2018 de la Collectivité de Polynésie française

Territoire : Polynésie française

Secteur : appui budgétaire collectivité locale

Montant du financement : prêt de 28,5 millions d’euros

La Collectivité de Polynésie française sollicite l’AFD pour le financement de son budget d’investissement 2018. Ces financements permettront à la collectivité de mettre en œuvre son programme d’investissement qui comprend notamment des opérations relevant du secteur de l’habitat et de l’aménagement urbain ainsi que des travaux de reconstruction consécutifs aux fortes inondations connues par Tahiti début 2017.

PROJET : Rénovation et reconstruction post-Irma d’un hôtel

Pays : St Martin

Secteur : tourisme

Montant du Financement : prêt de 11 millions d’euros

Ce projet va permettre de rénover et faire monter en gamme un hôtel historique sur la partie française de l’île de St Martin. L’accompagnement de cet acteur de référence participera à la relance de l’activité touristique, principale ressource économique et contributeur d’emplois de l’île.